



Syndicat des professionnels des TIC (SYNPTIC) : Arrêt de travail du 07 au 15 Juillet 2016 et du 18 au 22 Juillet 2016. P.3

L'information des campus et des centres de recherche pour le monde, L'information du monde pour les campus et les centres de recherche



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien N° 075 du lundi 04 juillet 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Version numérique

- Activités du Gouvernement. P.8
- Jobs Campus. P.11
- Nouvelles des Campus. P.16

Education

Résultats du premier tour du Baccalauréat session 2016 dans la Région du Nord 24,52% de réussite

Région du Nord

RESULTATS DU BACCALAUREAT (1^{ER} TOUR)
SESSION 2016
DR/MENA/NORD

SERIE	INSCRITS			PRESENTS			ADMIS 1er TOUR			% ADMIS			ADMISSIBLES			% ADMISSIBLES			REFUSES			% REFUSES		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
A4, A5	1150	642	1792	1094	613	1707	228	129	357	20,84	21,04	20,91	308	164	472	28,15	26,75	27,65	558	320	878	51,01	52,2	51,44
D	1869	468	2337	1819	457	2276	515	111	626	28,31	24,29	27,5	392	114	506	21,55	24,95	22,2	912	232	1144	50,14	50,77	50,26
C	8	0	8	8	0	8	4	0	4	50	0	50	2	0	2	25	0	25	2	0	2	25	0	25
G1, G2	62	58	120	52	51	103	9	8	17	17,31	15,69	16,5	20	15	35	38,46	29,41	33,98	23	28	51	44,23	54,9	49,51
TOTAL	3089	1168	4257	2973	1121	4094	756	248	1004	25,43	22,12	24,52	722	293	1015	24,25	26,14	24,79	1495	580	2075	50,29	51,74	50,68

G : Garçons
F : Filles
T : Total

Ce jeudi 30 juin, les résultats du premier tour du baccalauréat ont été proclamés dans la plus part des jurys de la Région du Nord. Sur quatre mille deux cent cinquante-sept (4257) candidats inscrits,

quatre mille quatre-vingt-quatorze (4094) ont effectivement pris part à la session de l'examen. Mille quatre (1004) ont vu leur effort récompensé au premier tour soit un taux de 24,52%. Mille quinze (1015) candi-

dates composeront les épreuves du second tour ce lundi 4 juillet pour s'offrir l'opportunité de mériter le premier diplôme universitaire. Soit un taux d'admissibilité de 24,79%.

S.Barro pour SCI

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Syndicat des professionnels des TIC (SYNPTIC)

Arrêt de travail du 07 au 15 Juillet 2016 et du 18 au 22 Juillet 2016

Région du Centre



Président du SYNPTIC, M. ILBOUDO Salfo au milieu avec les membres du bureau.

Ce Samedi 02 juillet 2016, le Syndicat National des Technologies de l'Information et de la Communication (SYNPTIC) a tenu dans la salle de l'Education ouvrière de Ouagadougou une conférence de presse avec pour ordre du jour :

-« Point sur la situation de la lutte des informaticiens »

-« Grève du 07 au 15 Juillet 2016 et du 18 au 22 Juillet 2016 »

Le SYNPTIC est un syndicat qui regroupe tous les informaticiens du Burkina Faso.

Avant de livrer son message le bureau national du SYNPTIC par la voix de son président a situé le contexte de l'ordre du jour. « En effet, depuis 2014 le SYNPTIC aurait déposé sa plateforme revendicative minimale au Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes (MDENP) tendant à corriger les torts et injustices que le corps des informaticiens a subi depuis sa création en 1997. Le 08 Février 2016, sur demande d'audience du STNPTIC, le MDENP a reçu le Bureau National. Madame le Ministre a reconnu la justesse de nos revendications et a promis de réagir dans quelques jours ». Ainsi pour protester contre le manque de volonté des autorités à résoudre leurs problèmes les informaticiens ont fait un sit-in les 25

et 26 Avril 2016 de 08h00mn à 12h00mn au sein du MDENP. Pendant ce sit-in les responsables au MDENP se sont précipité pour informer la presse que sur instruction du Président du Faso, une rencontre avec les techniciens du Ministère en charge des finances et celui de la fonction publique aura lieu le 27 avril 2016 en vue de trouver des solutions à leurs revendications. Après plusieurs semaines sans aucune suite de la part des autorités, les informaticiens sous la direction du SYNPTIC ont organisé un autre sit-in les 25 ; 26 et 27 Mai 2016 de 09h00mn à 12h00mn au sein du MDENP. Le 1er Juin 2016, le SYNPTIC a adressé donc une lettre ouverte à son Excellence Monsieur le Président du Faso pour encore expliquer les problèmes et les injustices que vivent les informaticiens. Malgré toutes ces démanches, les autorités seraient restées indifférents à leur situation. Ainsi, les informaticiens ont sous la bannière du SYNPTIC, observé 48h de grèves du 9 au 10 Juin 2016 pour une fois de plus exprimer leur mécontentement face au silence flagrant des autorités du MDENP et du gouvernement sur les préoccupations des informaticiens. Le SYNPTIC dans sa démarche a toujours opté pour le dialogue. Malheureusement les autorités quant à elles jouent aux muets. De tels comportements des autorités laissent penser qu'elles traitent nos revendications avec

mépris.

C'est à, l'issue de, la situation du contexte de cette rencontre avec la presse que le SYNPTIC a livré son message : Un message clair et très court !

« Le SYNPTIC informe l'opinion nationale et internationale que les informaticiens observeront un arrêt de travail du Jeudi 07 Juillet 2016 à 00h00mn au Vendredi 15 Juillet 2016 à 24h00mn et du Lundi 18 Juillet 2016 à 00h00mn au Vendredi 22 Juillet 2016 à 24h00mn sur toute l'étendue du territoire national pour réclamer :

-Le rétablissement de l'indemnité spéciale d'informaticiens depuis Janvier 2014 ;

-L'augmentation du taux de l'indemnité spéciale d'informaticiens à 200.000FCFA ;

-Une grille indiciaire pour tous les informaticiens de l'Administration Publique et leur rattachement au MDENP ;

-La revalorisation du diplôme d'ingénieur de travaux informatiques en catégorie A2 ;

-Un traitement diligent des revendications consignées dans la plateforme minimale.

Tout en prenant l'opinion nationale et internationale à témoins, le SYNPTIC tient pour responsable les premiers responsables du MDENP des conséquences que cet arrêt de travail pourrait engendrer. Il appelle les informaticiens et informaticiennes à participer massivement à la grève et à se tenir prêts pour un succès éclatant des autres actions que le Bureau National viendrait à lancer. »

C'est sur ces mots que la conférence de presse prit fin.

Relwendé Hervé ROUAMBA pour SCI



Civisme fiscal

Séminaire de sensibilisation des micros entrepreneurs de Léo dans la Sissili

Région du Centre-Ouest



Mathias KABA, Le représentant de la
Chambre de Commerce de la Région
du Centre-Ouest.

A l'initiative de la représentation régionale de la Chambre de Commerce du Centre-ouest, la Direction générale des impôts a soutenu l'organisation d'un séminaire d'information et de sensibilisation sur la fiscalité à Léo dans la Sissili. L'objectif de ce séminaire était de permettre aux opérateurs économiques de mieux appréhender la fiscalité et comprendre le rôle que le contribuable doit jouer pour le développement de notre localité. C'était dans la salle des fêtes de la mairie de Léo, ce jeudi 30 juin 2016 à partir de neuf (09) heures, en présence des représentants de la direction générale des impôts, de la représentation régionale, de la direction générale des impôts de Léo et des micros entrepreneurs de Léo.

Il est ressortit clairement des débats que s'acquitter des obligations civi-



Les participants au séminaire.

ques fiscales, c'est contribuer au développement de notre beau pays et de notre localité.

Les échanges se sont articulés autour de trois grands axes à savoir d'abord les innovations de la loi des finances 2015 et 2016, ensuite la présentation des régimes d'imposition, la présentation des contribuables autorisés à déduire la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et sur la nouvelle segmentation. Il a été enfin discuté des relations entre les agents des impôts et le secteur privé.

Beaucoup de difficultés ont été relevées. Notamment le non-paiement des impôts ou de la réticence soit par ignorance ou par négligence ou simplement par mauvaise foi.

Les présentateurs ont mis l'accent sur l'incivisme fiscal et le rôle des impôts dans le fonctionnement et le développement d'un Etat.

Au sortir de ce séminaire les forma-

teurs sont convaincus que les micros entrepreneurs de la province s'acquitteront aisément et sans contraintes aucune de leurs impôts. Et que probablement entre les micros entrepreneurs et les agents des impôts il y aura une plus franche collaboration.

Le représentant de la Chambre de Commerce du Centre-Ouest a terminé le séminaire sur ces termes : « Léo aura une occasion d'avoir plusieurs séminaires d'information et de sensibilisation et des formations sur le renforcement des capacités. Nous avons identifié les besoins des opérateurs économiques, surtout provinciaux. Nous mettrons en œuvre un programme de formation pour les rencontrer régulièrement. ». Tous, nous sommes confiants que l'assiette fiscale de la province de la Sissili va connaître une augmentation considérable

Ibine Victor NAGNON pour SCI

EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:

www.jobs-campus.com





Annonces

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



L'artisanat Un secteur d'activités peu prisé dans la Komondjari

Région de l'Est



Un forgeron en pleine séance de travail.

La province de la Komondjari, située dans la région de l'Est du Burkina Faso, couvre une superficie de cinq mille quarante-huit (5 048) Km² soit 1,8% de la superficie totale du pays avec une population estimée à quatre-vingt mille quarante-sept (80 047) habitants et une densité de seize habitants (16) par kilomètre carré selon le recensement général de la population et de l'habitation de 2006. On y trouve différents secteurs d'activités telles que l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat, le commerce etc.

C'est une province qui se limite au Nord par les provinces du Yagha et de la Gnagna, à l'Ouest par la Gnagna, au Sud par le Gourma, à l'Est par la Tapoa et la République du Niger. Elle tire son nom d'un cours d'eau qui la traverse dans sa partie Nord-est.

La rive Est située du côté de Gayéri est peuplée d'épineux de couleur rouge (acacia Sénégal) ou « komonna » en Gulmancema. Pour atteindre la rive « djali » aux épineux rouges (komonna), les gens qui venaient s'installer à Gayéri devaient traverser ce cours d'eau, ce qui a donné naissance à l'appellation courante « Komondjari

», déformation de « komonna djali ». La population qui y habite se compose de gourmantché, de peulh, de mossi et de certaines ethnies minoritaires telles que les djerma, les bisssa et les haoussa. Les activités économiques dominantes dans la province sont l'agriculture et l'élevage. L'artisanat ne suscite pas un intérêt économique important. Ce secteur ne bénéficie d'aucun encadrement. Il existe néanmoins un artisanat utilitaire.

En effet pour leur propre besoin, les populations exercent le métier d'œuvre d'art. C'est ainsi qu'on rencontre des forgerons qui fabriquent des dabas, des haches, des coupes-coupes et des couteaux pour le besoin des travaux domestiques et champêtres. La commercialisation de ces outils se fait sur la place des marchés ou à domicile. Quant aux potiers, eux fabriquent des marmites, et des canaris pour le besoin de certaines familles. Ce métier est beaucoup pratiqué par les femmes. Les cordonniers et les tisserands sont toujours au stade primaire et ne cherchent pas à améliorer leurs produits pour aller vers d'autres marchés plus compétitifs. Il y a ceux qui s'adonnent

à la vannerie pour le besoin immédiat telle que la période des récoltes pour ramasser les productions.

D'une manière générale, dans la Komondjari, le secteur de l'artisanat est très peu développé à cause des mentalités peu favorables à cette activité. C'est ce qui explique la non participation aux différentes manifestations d'ordre artisanales ou artistiques. Il est à noter que cette activité est menée soit par des femmes ou par des personnes plus âgées.

Les jeunes eux préfèrent l'aventure dans les pays voisins après les récoltes. Ainsi, les femmes du village de Soualimou sont reconnues pour la fabrication des foyers améliorés céramiques. Elles ont même bénéficié de l'appui de FAFASO pour l'écoulement de leurs produits en organisant des ventes publiques dans les marchés locaux de la province.

Le secteur de l'artisanat est caractérisé par une diversité d'activités mais ne permet pas aux acteurs d'être compétitifs à cause du manque de professionnalisme.

Issa SEPAMA pour SCI

Commune de Meguet Monsieur RAOGO Pierre rebelote

Région du Plateau Central



Monsieur Pierre Raogo KABORE, maire de Meguet.

Les conseillers municipaux de la commune de Meguet ont mis en place le bureau du conseil municipal le mardi 21 juin 2016. A cet effet, ils ont désigné Monsieur Raogo Pierre comme maire de cette commune.

Des quarante-cinq (45) conseillers issus des vingt-deux villages, quarante-quatre se sont réunis dans la salle de réunion de la mairie. Ils ont procédé le mardi 21 juin à l'élection du maire, de ses deux adjoints et des présidents des différentes commissions.

Après vérification des présences et lecture du code électorale et du code général des collectivités par Monsieur le préfet du département de Meguet, le bureau de séance a été mis en place conformément aux textes en vigueur. A l'unanimité, Monsieur Raogo Pierre KABORE est élu maire par les quarante-quatre (44) voix présentes.

Il a comme premier (1er) adjoint M. DABEGA Issaka et deuxième adjoint (2em) KABORE Dimbéssida Augustin. La commission Affaire générale Sociale et Culturelle sera présidée par Madame KABORE Chantal, DIPAMA Nombèda s'occupera de l'Aménagement du territoire et de la Gestion Foncière. Quant à la commission économique et financière, elle sera dirigée par Monsieur KORSAGA Kayaba

Mathias. L'environnement et le développement local est confié à Madame SOUDRE Amado.

Les deux conseillers régionaux sont BONKOUNGOU Jean Claude et KABORE Rasmané

Qui est le nouveau maire de Meguet ?

Monsieur KABORE Raogo Pierre est né vers 1969 à Meguet dans la province du GANZOURGOU. Il est marié et père de cinq enfants. Il est le vice-président de COOFOR international dont le siège est à Paris. Il a en possession plusieurs certificats dans le domaine communautaire

- 1982 : le certificat d'Etude Primaire
- certificat d'animation des projets
- Certificat d'élaboration et de gestion de projets de développement reçu à Toulouse
- Certificat de Gestion des ressources naturelles au niveau local
- Formation complète sur le Logiciel de comptabilité générale et budgétaire norme SYSCOA
- Gestion Alternative des Conflits formation reçue à Ségou au Mali
- Techniques de production Maraîchères.

Il a une riche expérience professionnelle :

- De 1982 à 1986: travail à LAVV chargé de production et suivi des plantations.
- De novembre 1986 à juin 1989: Chargé du suivi du projet hydraulique de l'Association Française des Volontaires du progrès Projet VED (Volontaires Européens pour le Développement) Méguet
- De juillet 1989 à janvier 1990: Stage à Toulouse en France (gestion de projets).
- De février 1990 à juillet 1992: Chef

du projet hydraulique de surface et maraîchage de l'Association Française des Volontaires du progrès poste VED Méguet.

- De août 1992 à août 1994: Volontaire des Nations Unies en République du Tchad, Projet CHD/ 91-002 Assistance Multisectorielle au Gouvernement du Tchad (PNUD).

- De 1994 à 2001: Président de l'Association solidarité pour un développement communautaire.

- De 2002 à 2006 : coordonnateur du projet développement rural dans le département de Méguet financé par l'Union européenne et le Service allemand de développement.

- De 2001 à nos jours: Coordonnateur technique l'Association solidarité pour un développement communautaire.

- De 2006 à 2014 : Maire de la Commune de Méguet.

- Travail depuis 1994 à nos jours avec Terra- Cottem Belgique dans les projets Maraîchers et reboisement au Burkina.

On reconnaît en lui un travailleur ce qui lui a prévalu de nombreuses distinctions honorifiques :

- Chevalier de l'ordre du Mérite Burkinabé Agrafe Agriculture et Elevage.

- Médaille d'honneur des collectivités locales.

- Médaille des Communes forestières de France.

Albert TARPAGA pour SCI



Vie des Communes

Commune de ZAM Un économiste gestionnaire à la tête de la mairie

Région du Plateau Central



Monsieur Marcel GUIRE, maire de Zam.

Le mardi 21 juin à neuf (9) heures dans la salle des fêtes de mairie de ZAM, les nouveaux conseillers ont mis en place leur bureau. C'est Monsieur GUIRE Marcel qui a été choisi comme bourgmestre de cette commune.

Sans difficultés majeure les quatre-vingt-un (81) conseillers nouvellement élus lors de l'élection municipale du 22 Mai ont désigné leurs représentants. Après la vérification des présences, lecture du code électoral, lecture du code général des collectivités par Madame le préfet du département de ZAM, les soixante-huit (68) conseillers présents ont mis en

place conformément aux textes en vigueur leur bureau de séance. Sur les soixante-huit (68) présents soixante-sept (67) ont porté leur choix sur monsieur GUIRE Marcel pour présider à la destinée de la commune de ZAM.

Qui est le nouveau maire de la commune rurale de ZAM ?

L'homme qui vient d'être porté à la tête n'est pas inconnu de la population. Il est né le 15 Aout 1965 à ZAM est marié et père de quatre (4) enfants. Il est expérimenté dans le domaine des finances. En effet après son BAC D au lycée ZNIDA en 1988, il fait son entrée à l'Université de Ouagadougou où il obtient une licence en économie option gestion des entreprises en 1992, puis une maîtrise en 1993. Il a fait un DESS en banque et finance en 2001 au centre Ouest Africain de Formation et d'études Bancaires (COFEB-BCEAO Dakar) et depuis 2011 il est titulaire d'un certificat en financement immobilier/crédit hypothécaire. Il parle trois langues : le moré, le français et l'anglais. Il a occupé de nombreux postes de responsabilité :

- 2001-2005 chef de service crédit BACB de l'agence de GOUNGHIN, puis chef d'agence.
 - 2005-2010 Directeur d'agence BACB de BOBO-DIOULASSO.
 - 2010-2011 Chef de Division du consumer, ECOBANK.
 - 2011-2012 Risk Manager ECOBANK.
 - 2013-2016 Directeur Général de SATRAC-International, consultant auprès d'AD/10/AECOM CANADA/MCA Burkina. Consultant auprès de FBDES.
- Le poste de premier adjoint est revenu à Monsieur KABORE Ousseini et celui du deuxième à Monsieur TIENDREBEOGO Saidou. Monsieur BONKOUNGOU Hamado est le responsable de la commission affaire générale sociale et culturelle, l'économie et les finances est revenu à Monsieur KABORE Madi. L'environnement et développement local a été confié à Madame ZOUNGRANA Kadidiatou, l'aménagement du territoire à Monsieur TIENTORE Saidou. Les deux conseillers régionaux sont Madame CONGO/TAPSOBA Agnès et Monsieur TASSEMBEDO Issa.

Albert Tarpaga pour SCI



Résultat de recrutement de personnel pour le compte du Centre d'Étude et de Réinsertion des Mineurs en Conflit avec la Loi (CERMICOL)

Communiqué du Secrétariat général

Le secrétaire général du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, superviseur du comité de coordination du CERMICOL communique :

Sous réserve d'un contrôle approfondi, les candidats dont les 2+3 noms suivent, précédemment placés sur la liste d'attente au test de recrutement de personnel pour le compte du Centre d'Étude et de Réinsertion des Mineurs en Conflit avec la Loi (CERMICOL), sont priés de prendre attache avec la Direction des Ressources Humaines (DRH) du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique pour affaire les concernant.

Poste de chef de service socio-éducatif et de l'accompagnement psychologique :

1er : OUEDRAOGO Yassia

Poste d'attachés d'éducation spécialisée :

- 1er : NABIE Yatté
- 2e : OUEDRAOGO O. Ibrahima
- 3e : OUEDA Moussa
- 4e : NOUGTARA S. Mohamed Ader
- 5e : KOURANE Zéphirin

Poste de moniteurs techniques Option mécanique :

- 1er : CONGO Joachin
- : KIENDREBEOGO T. Léonce

Option soudure :

1er : OUEDRAOGO Daouda

Les candidats ainsi convoqués sont invités à prendre attaché avec la Direction des Ressources Humaines du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique dans un délai de deux (02) semaines à compter de la date de la 1ère diffusion du présent communiqué.

Paulin BAMBARA



10e Session du dialogue politique Burkina Faso /Union Européenne

Le Burkina Faso veut compter sur ses partenaires pour la mise en œuvre du PNDES.

Région du Centre

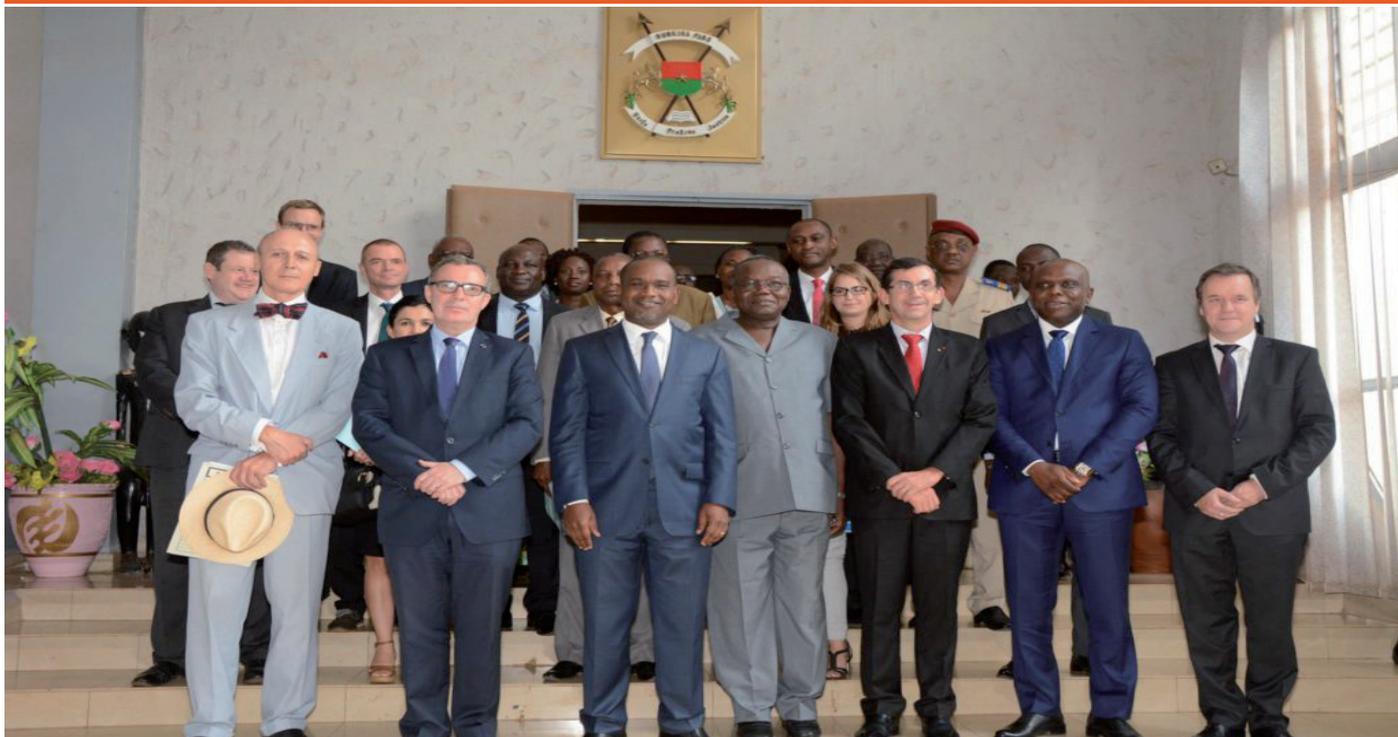


Photo de famille.

Le vendredi 1er juillet 2016, la salle de conférence du Ministère des affaires étrangères, de la coopération et des burkinabé de l'extérieur a abrité la 10e session du dialogue politique Burkina Faso – Union Européenne. Cette session se tient conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Accord de partenariat ACP-Union Européenne signé le 23 juin 2000 à Cotonou.

L'institutionnalisation du dialogue politique entre le Burkina Faso et l'Union Européenne s'inscrit en droite ligne des dispositions de l'article 8 de l'accord de partenariat ACP – Union européenne, signé à Cotonou, le 23 juin 2000. Cet accord recommande la tenue régulière d'échanges politiques entre l'Union européenne et le pays concerné. C'est ce qui justifie la tenue, pour la dixième fois de ce dialogue politique coprésidé par le Mi-

nistre des Affaires étrangères, Alpha Barry et le Chef de la délégation de l'Union Européenne Jean Lamy. Dans son mot introductif, Alpha Barry a laissé entendre que ce cadre constitue non seulement un véritable baromètre du suivi de l'évolution de la situation sociopolitique et économique dans nos espaces respectifs, mais aussi un outil efficient de renforcement de notre coopération dans les domaines d'intérêts communs.

Le patron de la diplomatie burkinabè a, par ailleurs, indiqué que cette rencontre se tient à un moment où le gouvernement doit relever de nombreux défis qui se posent en termes de questions de développement économique et social mais aussi de sécurité. C'est pourquoi, « le Burkina Faso sait compter sur l'appui des partenaires pour la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et

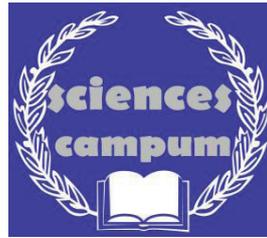
Social (PNDES), référentiel de notre programme de développement qui a été élaboré pour répondre aux nombreuses attentes des populations », a-t-il ajouté.

Pour le Chef de la délégation de l'Union Européenne, Jean Lamy, « Ces travaux de dialogue politique caractérisent la profonde amitié entre les deux parties et le souci d'atteindre des objectifs communs ». Il a rassuré le Burkina Faso quant aux conséquences politiques du « Brexit » qui s'est inventé au cours des discussions. « Le principe de la coopération internationale, c'est qu'indépendamment des changements politiques qui peuvent intervenir, il y a une continuité des engagements pris », a conclu avec assurance le diplomate européen.

DCPM/Affaires étrangères



Annonces



ISC-BOBO

L'Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

Félicite tous les nouveaux bacheliers

Encourage ceux qui sont au second tour

*Et tous ceux qui reprendront la classe de terminal ou qui seront
dans des écoles professionnelles*

Les filières ouvertes à ISC-Bobo sont :

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*



Annonces

Avis de recrutement

Avis de recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police

COMMUNIQUE N°2016-0023/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Le public Burkinabè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police au profit de la Police Nationale.

I. Des conditions de participation

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de vingt-trois (23) ans au moins et de trente (30) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires d'un diplôme de Maîtrise ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Commissaires de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme de Maîtrise ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieu de réception : École Nationale de Police.

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

II. De l'administration des épreuves

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites et orale d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. La phase d'épreuves écrite et orale d'admissibilité consiste en :

Un test de niveau comprenant :

– une épreuve de dissertation sur un sujet de culture générale, notée sur 20, durée 3 heures, coefficient 2 ;

– une épreuve pratique d'informatique, notée sur 20, coefficient 1.

une épreuve orale sur un sujet de culture générale devant un jury, notée sur 20, coefficient 2.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives de présélection sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée, quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés que seuls les cents (100) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

III. Dispositions diverses

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'Académie de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité de Commissaires de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

Ouagadougou, le 27 juin 2016

Pour le Ministre d'Etat et par délégation,

Le Secrétaire Général

Abdoulaye OUEDRAOGO

Officier de l'Ordre National

COMMUNIQUE ADMINISTRATIF N°2016-0026/MATDSI/CAB/SP-SPR du 01 juillet 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure a l'honneur de porter à la connaissance de la population en général, et de la communauté islamique du Burkina Faso en particulier que, le coût du Hadj 2016 est fixé à deux millions deux cent un mille soixante-dix (2 201 070) Francs CFA.

Ce coût de 2 201 070 Francs CFA n'inclut pas le prix du mouton qui sera payé sur place en Arabie Saoudite par le pèlerin lui-même.

Le Ministre d'Etat, souhaite un bon mois de jeûne aux fidèles musulmans du Burkina Faso et un pèlerinage agréé à tous les candidats au hadj 2016. Il rappelle par ailleurs, l'engagement et la disponibilité du Gouvernement à accompagner la communauté islamique pour une bonne organisation du pèlerinage musulman.

Ouagadougou, le 01 juillet 2016

Simon COMPAORE

Commandeur de l'Ordre National



Jobs Campus



Avis de recrutement



Poste: UN COORDINATEUR EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIENE (H/F)

Type d'emploi: CDD

Pays : Afrique, Centrafrique

Date limite de dépôt des dossiers: 31/07/2016

Description :

Nous recherchons un Coordinateur Eau, Assainissement et Hygiène (H/F)

Contexte : République Centrafricaine, basé à Bangui avec des déplacements fréquents sur Bossangoa, Bouar et Sibut

Durée du contrat: 12 mois, à pourvoir dès le 15 août 2016

Le rôle : Sous la supervision de l'Adjoint Directeur Pays, vous aurez pour mission de garantir la qualité, la pertinence et la mise à l'échelle de la stratégie et des interventions Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) sur la mission, dans le respect des standards ACF et internationaux et des politiques nationales. Vos principales activités seront les suivantes :

Contribuer à la définition de la stratégie pays et des positionnements du département technique EAH

Garantir la compréhension et le suivi par les équipes terrains de la situation en EAH et du contexte d'intervention

Définir le document de la stratégie sectorielle mission en accord avec les cadres ACF Internationaux et nationaux

Intégrer le secteur EAH avec les autres secteurs techniques (SAME, SMPS, NUT)

Suivre la mise en œuvre de la stratégie EAH, sa révision et sa redevabilité

Alimenter les stratégies de plaidoyer technique et opérationnel de la mission, de la région et du siège

Coordonner l'identification des besoins et la formulation des propositions de projets

Formuler, financer et mettre en œuvre l'étude de faisabilité des projets EAH

Contribuer à la prospection des bailleurs pour son secteur

Réaliser les parties EAH des propositions de projets en accord avec les formats et délais des bailleurs

Accompagner la mise en œuvre et s'assurer du reporting des programmes/projets

Valider les étapes clés et les méthodologies des projets misent en œuvre

Garantir l'existence des systèmes de suivi, d'évaluation et de l'intégration de leurs résultats

Valider dans les délais, les parties EAH des rapports internes et des rapports bailleurs

Garantir la qualité et la redevabilité des projets

Garantir la conformité technique des programmes avec les règles, les orientations et les normes techniques internationales, les documents de cadrage et les ouvrages techniques d'ACF

Emettre et suivre les recommandations techniques, alerter le Directeur Pays au cas de risque majeur

Promouvoir les évaluations externes et internes des projets, des mesures de sûreté du personnel et des populations dans la mise en œuvre des projets EAH

Assurer la participation active d'ACF dans la coordination sectorielle nationale, les plates-formes techniques et développer

des partenariats sectoriels

Représenter ACF dans la coordination sectorielle nationale et sous-nationale et auprès des autorités techniques

Contribuer aux divers plans d'action du secteur EAH

Promouvoir les partenariats sectoriels

Promouvoir la capitalisation, le développement technique et la recherche au sein du département EAH

Capitaliser le secteur EAH au niveau de la mission, de sa centralisation et de sa remontée au siège

Superviser le travail de capitalisation des responsables de programme et du département EAH

Mise en application des nouvelles approches proposées par le siège ou sur la mission

Manager les équipes

Composition de l'équipe de Responsables de Programme EAH :

2 Responsables de Programme EHA à Sibut, 1 Responsable de Programme EHA à Bossangoa, 1 Responsable de Programme RRM basé à Bossangoa, 1 Responsable Programme Forages Mobiles basé à Bangui, 1 Responsable de Programme EHA à Bangui. Une coordination sera à établir avec la Co-lead WASH du cluster basé chez ACF

Le candidat : De formation supérieure type Master ou école en ingénierie hydraulique, aménagement urbain, génie rural ou sanitaire, vous justifiez d'une expérience professionnelle significative de 4 ans dans le domaine de la gestion ou de la coordination de programmes dans le secteur de l'EAH. Vous disposez également d'excellentes compétences rédactionnelles dans le cadre des projets de développement/humanitaire et avez un sens de la diplomatie et de la communication développé.

Rigoureux, organisé et flexible, vous disposez d'une bonne capacité d'écoute et d'analyse.

De plus, vous avez une bonne résistance au stress et êtes capable de travailler dans un milieu sécuritaire instable.

La maîtrise du français (oral et écrit) est indispensable, l'anglais un atout.

Conditions :

Rémunération de 1800 à 2300€ bruts mensuels selon expérience

Prise en charge du transport, des frais de bouche et d'hygiène, hébergement individuel ou collectif, mutuelle

5 semaines de congés payés et 20 JRTT par an

Ville Bangui

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Génie civil, Hydraulique

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Centrafrique

Contrat CDD

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2019/Un-Coordinateur-Eau-Assainissement-et-Hygiene-HF/>

Date de fin de validité 31/07/2016.



Avis de recrutement



Poste: RDC- Responsable d'activité RRMP (H/F) – Béni

Type d'emploi : CDD

Pays : Afrique, RD Congo

Date limite de dépôt des dossiers : 31/07/2016

Description :

d'une équipe de coordination (basée à Goma au Nord Kivu)

de 4 bases opérationnelles à savoir Bunia, Beni, Goma, Baraka.

Le Chef de Mission a un lien hiérarchique avec chaque Coordinateur sectoriel et Coordinateur géographique (Coordinateur Zone). Les coordinateurs techniques (basés à Goma) ont un lien fonctionnel sur les Responsables Programme de leur spécialité.

Le programme en cours est mis en œuvre dans le cadre du Mécanisme de Réponse Rapide aux mouvements de populations (financement UNICEF) :

Ce programme est réparti sur 2 zones d'interventions : le Nord Kivu et la Province de la Province Orientale. Le plus gros volume d'activité se trouve dans la province du Nord Kivu du fait des crises récurrentes.

Ce programme a pour but d'assister les personnes vulnérables dans les catégories suivantes :

Les déplacés ou retournés récents et vulnérables non assistés. Ils sont généralement : partis sans rien en fuyant leur village, sans accès aux champs, sans accès à l'eau et à l'éducation, sans argent et sans activités génératrices de revenu

Les retournés récents non assistés dans des zones encore instables

Victimes de catastrophes naturelles importantes (ouragan, inondation, etc...)

Victimes d'épidémie (choléra, diarrhées, etc...)

Cette assistance peut intervenir dans les trois domaines suivants :

Eau & assainissement à travers la construction de latrines, douches, et l'apport d'eau potable ou réhabilitation de sources

Distribution de NFI (Non Food Items) et abris

Veille humanitaire par des évaluations multisectorielles visant à définir les zones prioritaires ou l'action humanitaire répond à la note d'orientation de RRMP UNICEF.

Le RRMP : Programme de Réponse Rapide aux Mouvements de Population (RRMP) par l'identification des populations en situation de vulnérabilité extrême et une assistance ciblée en biens de première nécessité (distribution, foires de non-vivres) et en eau, hygiène et assainissements.

Description du poste :

Sous la supervision du responsable programme, le Responsable d'Activité (RA) est en charge de la mise en œuvre des activités RRMP telles que définie dans la proposition d'opération. Il supervise les équipes opérationnelles sous sa responsabilité. Il est le garant de la bonne exécution et de la qualité de l'activité mise en œuvre, et le cas échéant, propose des ajustements ou des développements pour en garantir la qualité.

Responsabilités et Activités principales du poste/ Les enjeux du poste :

Pertinence, qualité et conception des activités :

- Proposer une approche technique, participer au dimensionnement financier, humain et logistique des activités à mettre en œuvre
- Mettre en œuvre les activités dans le respect des exigences techniques de Solidarités International et des critères bailleurs

Mise en œuvre et suivi opérationnel :

- Planifier et superviser la mise en œuvre de l'activité dont il a la charge, en respectant les délais et les spécificités techniques définies
- Préparer l'état des besoins humains, logistiques et financiers avec le responsable programme selon le planning défini
- Superviser les équipes opérationnelles, les entreprises contractées et les communautés, contrôler la bonne utilisation des moyens mis à disposition

Gestion des ressources humaines :

- Recruter les équipes RRMP
- Encadrer et soutenir les équipes sous sa responsabilité
- Etre le lien sur le terrain entre les différents chefs d'équipe
- Mettre en place des mesures de sécurité lors de la mise en œuvre des activités et veiller au respect de ces règles par le personnel sous sa supervision

Reporting / communication / représentation :

- Faire remonter à qui de droit toute information sur le contexte sécuritaire ou tout événement ayant une conséquence possible sur les activités de Solidarités International et la sécurité des équipes
- Rédiger des rapports sur l'avancement de l'activité dont il a la charge

Votre profil :

Formation :

Technicien en Eau, Hygiène et Assainissement / Hydraulicien / Ingénieur Civil.

Expérience :

Expérience professionnelle de 2 ans préférable

Expérience professionnelle de 6 mois au moins en WaSH d'urgence

Expérience de terrain souhaitée

Expérience en gestion de projet

Compétences et connaissances techniques :

Etre sensibilisé au monde de l'humanitaire – acteurs en présence ; mandats UN/ONG ; rôle de l'acteur humanitaire VS gouvernement ; etc.

Esprit d'analyse : analyse du contexte politico – sécuritaire et ses répercussions sur la situation humanitaire

Facilités rédactionnelles : nombreux rapports (rapports d'évaluation initiale, d'intervention et de monitoring) en diffusion externe à l'ensemble de la communauté humanitaire

Une connaissance des méthodes et des outils d'évaluation initiale des besoins humanitaires

Bonne maîtrise de l'outil informatique, en AutoCAD et QSIG

Capacité de management d'équipes (deux équipes de 5 personnes à gérer)

Personnalité :

Autonomie

Organisation et rigueur

Grande capacité de travail

Diplomatie

Résistance au stress

Calme et patience

Capacité à vivre en équipe

Curiosité et esprit critique

Langues : Le français est la langue de travail utilisée avec les salariés et une partie de la population. La langue nationale la plus parlée sur place est le Swahili, mais toute l'équipe et beaucoup d'interlocuteurs parlent le français.

Comment postuler :

Vous reconnaissez-vous dans cette description? Si oui, envoyez-nous votre CV et Lettre de Motivation en français. Les candidatures contenant uniquement les CV ne seront pas considérées.

Solidarités International se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. Merci de votre compréhension.

Conditions de vie :

La ville de Béni abrite quelques ONGI et des lieux pour sortir manger ou jouer au billard.

L'accès internet est plutôt bon.

L'électricité est fournie par un générateur jusqu'à 22h. Des batteries prennent le relais pour assurer un minimum de lumière et d'approvisionnement électrique lorsque le générateur ne fonctionne pas.

Le logement se fait en chambre individuelle et presque toutes les chambres disposent de leur propre WC et d'une salle de bains.

SI vous offrira les conditions suivantes :

Poste salarié : à partir de 1600 euros brut par mois, selon expérience, plus 10% de prime de congés payés versés mensuellement et Per Diem mensuel de 500 dollars.

SI prend également en charge les frais d'hébergement ainsi que les frais de déplacements entre le pays d'origine de l'expatrié et le lieu de mission.

Couverture sociale : L'expatrié(e) bénéficie d'une couverture sociale de qualité permettant de couvrir tous les frais de santé et d'une prévoyance accident incluant les risques de guerre.

Break : En cours de mission, une alternance travail – repos est assurée par des breaks prévus tous les trois mois. Sur la base d'une mission d'un an, l'expatrié prendra un break d'une semaine à 3 et 9 mois de mission (avec une participation de 500 euros versée par SI) ainsi qu'un break de 15 jours à 6 mois de mission (avec une prise en charge du billet d'avion aller et retour entre la mission et le lieu de résidence).

Maintenant que vous avez démontré votre intérêt en étant courageusement allé au bout de cette annonce vous pouvez aller en découvrir plus sur Solidarités International (www.solidarites.org)!

CONTACT : Mano GAUDIN, chargée de recrutement et de suivi

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Génie civil, Hydraulique

Localisation(s) géographique(s) Afrique, RD Congo

Contrat CDD

Postuler en ligne https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply.cfm?ID=PI0FK026203F3VBQB6G8N8NW6&nPostingTargetID=17999

Date de fin de validité 31/07/2016



Avis de recrutement



Poste: RDC- Chef de projet Wash
Pays : Afrique, RD Congo
Date limite de dépôt des dossiers : 15/07/2016

Description : COOPI en RDC

Présent en RDC depuis 1977, COOPI a grandement accru le nombre de ses interventions dans le pays, en particulier suite aux conflits des derniers 20 années. À partir du Kivu, où il y a eu la première intervention, les activités de COOPI se sont déplacées dans les régions de conflit, afin de mettre en œuvre de programmes d'urgence à bénéfice des populations déplacées et victimes de la guerre. En raison de l'évolution du contexte général en cours dans certaines provinces du Pays, COOPI s'est aussi engagée dans la gestion de projets pluriannuels afin d'assurer une transition de l'urgence au développement dans divers domaines, et de garantir un développement harmonieux et durable.

COOPI favorise une réponse pertinente aux besoins des populations locales à travers une structure de coordination à Kinshasa et différentes bases dans les provinces.

PROJET

Titre : « École Village Assainis »
Bailleur : UNICEF

CONTEXTE ET ENJEUX DU POSTE

Ce projet s'insère dans le Programme National « Village et école Assainis », mis en œuvre par le Gouvernement Congolais, qui vise à accroître la couverture rurale en matière d'approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement. Selon les dernières statistiques, l'eau consommée par la population du Maniema provient principalement de sources non protégées (49%), de sources protégées (32%) et de l'eau de surface venant des fleuves et petites rivières (9%). 11% de la population utilise des installations sanitaires améliorées, au dessous de la moyenne nationale ; les toilettes les plus utilisées sont des trous ouverts, et 13% de la population n'utilisent même pas de toilettes.

ORGANIGRAMME :

Responsable hiérarchique: Chef de Mission

Sous sa responsabilité : Staff du projet

Responsabilités générales

Le chef de projet est responsable de l'exécution du projet, en termes techniques et économiques/financiers et de gestion des ressources sur place, dans le respect des procédures de COOPI et du bailleur de fonds, en collaboration avec les staffs techniques nationaux seniors, responsables de la gestion et des supervisions techniques du projet selon le cadre logique du projet. Il s'assure de l'obtention des résultats prévus par le projet, en accord avec le budget approuvé.

Gestion du projet

Il assure les relations politiques et techniques avec les points focaux territoriaux du bailleur de fonds (UNICEF), les services techniques étatiques et les autorités locales ;

Il représente COOPI aux réunions et groupes de travail techniques WASH avec d'autres partenaires au niveau local/provincial, tout en veillant sur la bonne image de l'organisation ;

Il participe aux réunions de coordination technique des projets WASH réalisés par d'autres ONG et acteurs dans la zone et province d'intervention ;

Il accompagne le Coordinateur Provincial à des réunions de coordination qui nécessiteront des interventions techniques sur les notions WASH ;

Il participe aux réunions de cluster des secteurs du projet ;

Il est le point de référence pour les relations et les contacts avec les partenaires techniques du projet (élaboration protocoles de partenariat ou collaboration, vi-rements, pièces justificatives, rapportage...)

Il planifie et met en œuvre les activités du projet ; il assure le respect de la planification de la mise en œuvre (cadre logique, chronogramme, délais, obligation de résultats) ;

Il valide les plans techniques périodiques des staffs techniques nationaux seniors du projet ;

Il prépare l'outil de suivi pour le projet ; il met en place les fiches de récolte des informations sur le terrain ; il supervise la rédaction des statistiques du projet ;

Il descend périodiquement sur le terrain pour la supervision des activités ;

Il envoie un rapport mensuel des activités à la coordination nationale, conjointement à outil de suivi, Merlino, plan d'achat et prévisionnel ;

Il rédige les rapports narratifs prévus par le projet et les rapports internes de l'organisation ;

Avec l'approbation du Chef de Mission, il est responsable de la préparation de

toute la correspondance formelle et des demandes de modification du contrat du projet qu'il gère (p. ex. modification du budget) ;

Il gère le personnel engagé dans le projet, y compris des éventuels expatriés ; il coordonne et contrôle le travail de tous les staffs dans le respect des procédures de sécurité de l'organisation ; il est responsable de la formation initiale et continue du personnel local qu'il gère ;

Il évalue le personnel local, et il participe à l'évaluation du personnel sur demande de son référent ;

Il sélectionne le personnel local à employer dans le projet, en accord avec le coordinateur national des programmes et le Chef de Mission, et en respectant les lois du pays et le règlement COOPI dans le pays ;

Sur demande du référent direct, il participe à l'élaboration de nouvelles propositions de projet, à travers l'analyse des besoins pour l'identification de nouveaux projets WASH dans la zone, en collaboration avec le personnel du projet et la Coordination Programmes de Kinshasa ;

En collaboration avec l'administration, il est garant du respect du ROI COOPI et du Code du Travail en RDC par les staffs du projet ;

Il accomplit toute tâche additionnelle demandée par le Chef de Mission.

Responsabilités administratives et financières

En collaboration avec l'administrateur de projet et le logisticien, il planifie les dépenses à effectuer ; il contrôle périodiquement les dépenses effectuées, il supervise la comptabilité et la gestion de la caisse et des comptes du projet ;

En collaboration avec l'administrateur de projet, et en se coordonnant avec l'administrateur de la Coordination et le logisticien, il prépare le plan achat ;

Il s'assure du respect des procédures de l'organisation et du bailleur de fonds dans la gestion des achats des biens et services ;

Il concourt à la rédaction des rapports financiers du projet.

Responsabilités logistiques

Il collabore avec la logistique pour assurer la bonne gestion et la correcte utilisation des biens du projet (engins roulants, moyens de communication etc.)

Il est le responsable du respect des procédures d'achat du projet, en collaboration avec la logistique

Il assure la correcte gestion des stocks et des inventaires des biens achetés et/ou affectés au projet, en collaboration avec la logistique ;

Il gère les achats et les stocks des médicaments, en suivant les procédures établies par COOPI en RDC ;

Il respecte les procédures sécuritaires des staffs du projet relatives aux procédures COOPI.

Moyens et Instruments

Le chef de projet aura à sa disposition les équipements logistiques de COOPI, en accord avec les procédures COOPI de prise en charge et utilisations des équipements.

Localisation

Le Chef de Projet et base sera basé dans la maison/bureau de COOPI de Kindu. Il se déplacera sur le terrain dans la zone d'intervention des projets selon les nécessités prévues et les conditions sécuritaires du moment.

Profil du candidat (formation, Expérience, Compétences, Attitudes)

Diplôme en disciplines liées à la coopération au développement ou au secteur WASH ;

Au moins 3 ans d'expérience dans la coopération au développement et dans la gestion de projets ;

Expérience de travail en Afrique et / ou en RDC et / ou dans des contextes de conflit / post-conflit ;

Expérience dans la gestion de projets de développement WASH ;

Excellente capacité de travailler en équipe et par objectifs ; capacité de former les collaborateurs selon les besoins ; capacité de gérer du staff national ;

Excellente capacité organisationnelle ; flexibilité, fort sens de l'initiative et autonomie dans le travail ;

Excellente capacité de travailler sous pression ;

Capacité de travailler dans un contexte politique et sécuritaire sensible et complexe et dans un environnement multiculturel ;

Excellentes capacités de négociation et communication ;

Maîtrise du français, parlé et écrit ;

Excellentes capacités rédactionnelles ; excellente connaissance du paquet Office,

Intérêt et motivation à travailler dans une ONG en respectant ses valeurs et principes.

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Social

Localisation(s) géographique(s) Afrique, RD Congo

Contrat CDD

Durée du contrat

How to apply :

Postuler en ligne <http://www.coopi.org/lavoro/chef-de-projet/>

Date de fin de validité 15/07/2016



Avis de recrutement



Poste: Directeur pays – RDC

Type d'emploi : CDD

Pays : Afrique, RD Congo

Date limite de dépôt des dossiers : 31/07/2016

Description :

L'organisation

Créée en 1992, Avocats Sans Frontières (ASF) est une ONG internationale, qui se donne pour mission de contribuer à la réalisation d'une société juste et équitable, dans laquelle le droit est au service des groupes et/ou populations les plus vulnérables. Son objectif principal est de contribuer à la mise en place d'institutions et de mécanismes permettant l'accès à une justice indépendante et impartiale, capable d'assurer la sécurité juridique et de garantir la protection et l'effectivité des droits fondamentaux.

Avocats Sans Frontières a des missions permanentes notamment au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC), en Ouganda, au Tchad, en République centrafricaine (RCA), en Zambie et en Tunisie, et développe des projets en Afrique de l'Est et en Asie. Elle met également en œuvre des programmes transnationaux sur la justice pénale internationale, la protection des défenseurs des droits humains en étroite collaboration avec les avocats et la société civile.

Présente depuis 2002 en RDC, l'action d'ASF vise à contribuer à un meilleur accès à la justice pour les populations en situation de vulnérabilité à travers l'amélioration de leur prise en charge juridique et judiciaire et la promotion du respect de leurs droits fondamentaux.

Contexte et mission

Depuis une dizaine d'années, la RDC est engagée dans un processus de transition démocratique, qui voit la mise en place de nombreux projets nationaux et internationaux pour renforcer l'Etat de droit et lutter contre l'impunité ordinaire et de guerre. Des efforts importants ont été consacrés au cours de ces dernières années dans le cadre de la justice. Les pouvoirs législatif et exécutif ont doté le pays, en partie, d'un cadre normatif respectant la constitution et les accords internationaux ratifiés par la RDC. Au niveau de l'accès à la justice, beaucoup d'efforts et d'investissements ont été faits mais la majorité de la population congolaise ne connaît pas ses droits ni les possibilités d'action.

De nombreuses études sur l'état de la justice en RDC ont mis en évidence les faiblesses du système judiciaire congolais dans son ensemble. Ces analyses ont permis de poser les bases d'une politique nationale et d'une stratégie conjointe entre les bailleurs de fonds et le gouvernement congolais, visant à proposer des actions communes de renforcement sectoriel.

Depuis plusieurs mois maintenant, le contexte pré électoral a engendré des tensions politiques et sociales menant à l'émergence de divisions entre la société civile et les autorités et à une recrudescence des violations des droits humains.

Afin de contribuer à répondre aux priorités du contexte, ASF y développe des programmes visant notamment à :

améliorer l'accès à la justice pour les populations en situation de vulnérabilité (notamment par l'appui à la mise en place de bureaux de consultation et l'assistance judiciaire gratuite) ;

renforcer la capacité des avocats, du Barreau ainsi que des organisations de la société civile, aux fins d'un renforcement des mécanismes d'accès à la justice organisés par ceux-ci ;

lutter contre l'impunité des crimes internationaux et des violations manifestes des droits humains (notamment par l'assistance judiciaire aux victimes, la formation des acteurs de justice, l'encadrement des ONG de promotion des droits humains) ;

lutter contre le recours massif à la détention abusive ;

contribuer à la protection légale des défenseurs des droits humains.

L'équipe est constituée d'environ 15 personnes, réparties entre le bureau de coordination à Kinshasa, ainsi que les bureaux décentralisés à Goma et Matadi.

Description des tâches

Le Directeur pays contribue à la définition de la stratégie d'ASF en RDC dans le respect de la vision de l'organisation et des objectifs définis dans le Plan Stratégique d'ASF. Elle/il est responsable du développement de nouveaux programmes grâce à son analyse du contexte, des besoins et des opportunités de financement ainsi que de la bonne gestion des projets en cours. Elle/il joue un rôle important de représentation et s'assure de la visibilité d'ASF ainsi que de ses actions en RDC. Enfin, elle/il est responsable de la bonne gestion administrative, financière et sécuritaire de la mission.

Sous la supervision du Coordinateur stratégie et développement basé au siège, la/le Directeur pays assure les responsabilités suivantes :

Développement stratégique des programmes : conduit l'analyse du contexte, des parties prenantes et des intervenants ; identifie les priorités et les besoins ainsi que les opportunités de financement ; négocie les futurs programmes avec les partenaires et bailleurs de fonds ; supervise la rédaction de proposition de projets

; s'assure de la bonne couverture financière présente et future de sa mission.

Représentation et visibilité : représente ASF auprès des autorités nationales et des bailleurs de fonds dans le but de faire connaître les capacités d'actions de l'association et de s'informer de leurs propres stratégies et objectifs ; s'assure qu'ASF participe aux réunions de coordination pertinentes.

Gestion d'équipe/RH : anime et encadre l'équipe de la mission en s'assurant que les coordinateurs impliquent leurs équipes respectives dans la mise en œuvre des activités et développent leurs compétences ; s'assure d'une bonne gestion prévisionnelle des emplois.

Gestion Programme : s'assure de la bonne mise en œuvre des projets d'ASF, en particulier du respect du calendrier de réalisation et du budget ainsi que de l'atteinte des objectifs.

Gestion administrative, financière et logistique : s'assure de la bonne gestion administrative, financière et logistique de la mission dans le respect des procédures d'ASF et des bailleurs ainsi que de la réglementation nationale ; s'assure que toute dépense est bien couverte par un financement autorisé.

Sécurité : s'assure que les mesures de sécurité existent, sont mises à jour, connues de tous et appliquées par tous ; s'assure que les incidents sont rapportés et analysés.

Profil recherché

Expérience pertinente de 5 ans dans un poste à responsabilités en ONG ou organisation Internationale,

Expérience dans la région des Grands Lacs africains préférable

Expérience dans le développement et la gestion de programmes

Expérience dans le secteur de la justice ou des droits humains

Master dans un domaine pertinent (Droit, Développement, Sciences Politiques, etc.)

Bonnes compétences dans la gestion d'équipe

Excellente maîtrise du français (écrit et oral) et connaissance pratique de l'anglais

Excellentes capacités rédactionnelles et d'analyse

Maîtrise de l'outil informatique, notamment les logiciels usuels (Word, Excel, Outlook, etc.)

Rigueur, patience, persévérance et sens de la diplomatie et de la négociation

Flexibilité et capacité à gérer le stress

Permis de conduire

Conditions

CDD 1 an ; renouvelable

Salaire brut mensuel entre 2421,7 € et 2961,8 € selon notre grille salariale

Indemnité d'expatriation

Indemnité mensuelle forfaitaire de logement + prime d'installation le 1er mois

Assurance rapatriement prise en charge par ASF

Sécurité sociale (assurance soins de santé) à charge de l'expatrié(e)

25 jours de congés payés par année complète

un billet d'avion aller-retour pour rejoindre la mission en début de contrat et rejoindre le pays d'origine en fin de contrat + par contrat d'une année, un billet aller-retour vers le pays d'origine, dont il peut être fait usage après expiration des 6 premiers mois du contrat.

Pour postuler :

Merci d'envoyer rapidement vos CV, lettre de motivation et disponibilités à : job@asf.be en précisant «DP RDC» en objet.

Vu les délais, ASF se réserve le droit d'attribuer le poste avant la clôture des candidatures.

Pour des raisons de ressources humaines limitées, seuls les candidats présélectionnés seront contactés par ASF. Merci pour votre compréhension et votre intérêt pour la promotion des droits humains.

Ville Kinshasa

Fonctions Encadrement, Direction

Activités Droit

Localisation(s) géographique(s) Afrique, RD Congo

Contrat CDD

Email de la personne contact job@asf.be

Date de fin de validité 31/07/2016



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44/ 45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Po0da

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Nouvelles des Campus



Recrutement de la 7ème promotion de techniciens supérieurs en télécommunications, option technique et option technico-commerciale

MODE ET CONDITIONS D'ACCES

L'accès à l'antenne ESMT de Ouagadougou se fait sur test d'entrée ou sur titre pour les candidats titulaires d'un Baccalauréat scientifique ou technique.

LIEU DE LA FORMATION

L'Ecole Nationale des Postes (ENAPOSTE), sise côté Est de l'Hôtel Azalaï (Indépendance).

COUT ET DUREE DE LA FORMATION

Frais de scolarité : 600 000 francs CFA / an

Durée de la formation : deux (02) ans.

DIPLOME DELIVRE

Le diplôme délivré est le Diplôme de Technicien Supérieur (DTS), Diplôme officiellement reconnu par le CAMES.

DEPOT DES DOSSIERS

Les dossiers sont recevables tous les jours ouvrables à l'ENAPOSTE du 20 juin 2016 au 18 juillet 2016 à 15 H.

COMPOSITION DU DOSSIER

une demande sur formulaire spécial disponible à l'antenne de l'ESMT, sise dans l'enceinte de l'ENAPOSTE, adressée à monsieur le Directeur général de l'ESMT à Dakar ;

une copie légalisée du diplôme exigé ;

une copie légalisée de la CNIB ;

une copie du reçu de paiement des frais de dépôt (10 000 frs) ;

3 photos d'identité ;

les copies des bulletins de notes de la classe de première ;

les copies des bulletins de notes de la classe de terminale.

DATE DU TEST

Le test aura lieu le mercredi 20 juillet 2016 à l'ENAPOSTE à partir de 7 h 00.

Pour tous renseignements complémentaires, appeler la Coordination de l'Antenne ESMT (uniquement aux heures et jours ouvrables) téléphone : 25 33 20 66 ou 70 94 43 53.



Collaborons pour **bouter** le **grand banditisme** et le **terrorisme** de notre pays

Une Force Humaine !